



LE MINISTRE L'A ANNONCÉ :

«Il n'y aura pas de pénurie d'eau durant la saison estivale»

LE MINISTRE des Ressources en eau a affirmé, lors d'une conférence de presse animée hier au forum d'El Moudjahid, que l'eau sera distribuée régulièrement durant la saison estivale et le mois de ramadhan. De plus, il a affirmé qu'il n'y aura pas de

pénurie en matière d'alimentation en eau potable, il en veut pour preuve le taux de remplissage des barrages qu'il estime être très satisfaisant, 80%.

M. Necib a évoqué lors de la conférence que les études concernant la réalisation de dix grands transferts d'eau à partir du Sud algérien vers les wilayas des Hauts Plateaux ont été achevées. Le ministre a affirmé que ces transferts mettront définitivement fin, à leur concrétisation, à la rareté de la ressource hydrique qui caractérise les régions des Hauts Plateaux.

Interrogé sur les effets négatifs engendrés par les stations de dessalement implantées à travers le pays, à l'image de celle de Cap Djinet, sur l'écosystème marin, le ministre a assuré que le rejet du sel dans la mer après le dessalement n'a aucun impact ni incidence sur la faune.

Il a annoncé également qu'il y aura prochainement des projets de réalisation de stations d'épuration ainsi que des projets d'aménagements de barrages dans différentes wilayas afin de promouvoir son secteur et moderniser aussi les services publics.

M. Necib a indiqué en outre que des mesures ont été arrêtées pour la prise en charge des risques d'inondations qui représentent, selon lui, un véritable danger. Enfin, le ministre des Ressources en eau a affirmé que les efforts seront poursuivis en vue de relever les défis et d'améliorer le secteur.

Fatiha Ouidir

Tha

Hocine Necib annonce un plan national pour lutter contre les pertitions de l'eau

En visite de travail dans la wilaya de Boumerdès, le ministre des ressources en eaux, Hocine Necib, a déclaré que « le gouvernement a lancé récemment un vaste programme de réhabilitation et de rénovation du réseau AEP ». Ce programme, selon le ministre vise à mettre un terme aux pertes d'eau qui continuent d'y toucher pratiquement toutes les wilayas du pays.

Ces pertitions sont provoquées par plus de 30 000 kms de conduites d'eau dans un état de dégradation avancé. L'hôte de l'ex-Rocher noir qui s'exprimait au cours d'un point de presse, préconise la rénovation de 3.000 km linéaires de conduites annuellement pour venir à bout des fuites d'eau récurrentes qui coûtent des sommes colossales au budget de l'Etat. Le ministre a annoncé que les travaux de raccordement au réseau d'eau potable à partir de la station de dessalement de l'eau de la mer de Cap Djenet,

seront lancés incessamment et une enveloppe financière de l'ordre de 2,5 milliards DA a été dégagée à l'effet. Ce projet alimentera plusieurs localités situées sur le versant sud-est de la wilaya notamment des villages des communes de Bordj Ménaïel, des Issers, de Timzerite et de Chabet El-Ameur. Ces régions rurales sont confrontées depuis plusieurs décennies aux pénuries d'eau potable jusqu'à pousser des villageois à descendre dans la rue pour réclamer de l'eau.

Sur les sels jetés par les stations de dessalement de l'eau de la mer, Necib a rassuré qu'ils n'ont aucun effet pervers sur l'environnement marin et que des études sont en cours pour les récupérer les exploiter. Notons que la station de Cap Djenet est entrée en service depuis plusieurs mois et alimente jusque là plusieurs localités littorales telles que Zemmouri et Legata.

Thank you for trying

LE MINISTRE DES RESSOURCES EN EAU L'A AFFIRMÉ À BOUMERDÈS

“Les Hauts-Plateaux seront alimentés en AEP à partir du sud du pays”

Plus de 30 000 km de conduites d'eau potable se trouvent dans un état très vétuste sur tout le territoire du pays, a indiqué, jeudi, le ministre des Ressources en eau, M. Hocine Necib.

S'exprimant lors d'un point de presse en marge de sa visite effectuée dans la wilaya de Boumerdès, le ministre a précisé qu'un vaste programme de réhabilitation a été lancé par le gouvernement pour rénover le système d'adduction d'eau potable en vue de diminuer les pertes d'eau qui ont atteint un seuil alarmant dans plusieurs régions du pays. “Ce plan vise à changer chaque année plus de 3 000 km de conduites anciennes au niveau national pour améliorer la qualité de service et offrir aux citoyens une eau de bonne qualité”, a-t-il souligné. Par ailleurs, le ministre a affirmé que les régions des Hauts-Plateaux seront

alimentées dans les 40 ans à venir à partir du Sud du pays, grâce à dix grands transferts d'eau dont les études viennent d'être achevées. “Ces réalisations en perspective, qui entrent dans le cadre du plan national d'orientation du secteur des ressources en eau, vont satisfaire toutes les populations des Hauts-Plateaux, en eau potable”, a-t-il précisé. Sur les risques qu'encourt l'écosystème marin suite aux rejets du sel dans la mer par les stations de dessalement d'eau de mer, le représentant du gouvernement a rétorqué que ces rejets n'ont aucun impact sur l'environnement ni sur le milieu marin. “Nous avons décidé d'exploiter ce sel en provenance des stations de dessalement en partenariat avec des entreprises spécialisées, et ce dossier est en cours d'étude”, a-t-il souligné. Lors de sa visite, le ministre a procédé à la mise en service de quatre

stations de pompage d'eau, situées à Boudouaou, Boudouaou El-Bahri, les Issers et Bordj Menaiël, ainsi que la réception de trois réservoirs d'eau d'une capacité totale de 11 000 m³. “Avec la mise en marche de ces nouvelles installations, les habitants des localités concernées pourront bénéficier d'une alimentation en eau potable H/24”, a-t-il souligné. Par ailleurs une enveloppe de 2,4 milliards de dinars a été dégagée pour alimenter en eau potable plus de 150 villages et localités relevant des communes de Bordj Menaiël, Naciria, Timzrit, Chabet El-Ameur et Issers. Les travaux de ce projet, qui seront lancés dans un mois, vont mettre fin au calvaire de ces populations qui souffrent depuis plusieurs années du manque d'eau.

NASSIM OUHIB

Thank you for trying

Necib : « L'envasement des barrages n'est pas une fatalité »

« L'envasement des barrages n'est pas une fatalité », c'est en ces termes que s'est exprimé, hier, le ministre des Ressources en eau, M. Hocine Necib, au forum d'*El Moudjahid*, à propos de phénomène subi et de plein fouet, il faut le dire, par de nombreux barrages du pays. Aujourd'hui, rassure le ministre, ce problème est pris en charge. Donnant de plus amples informations sur cette question, le ministre fera savoir, que l'Agence nationale des barrages et des transferts (ANBT) se dotera, prochainement, de tous les moyens nécessaires lui permettant de lutter avec efficacité contre l'envasement, et, pour en finir avec ce phénomène, le reste sera pris en charge par des entreprises, à l'issue d'appels d'offres internationaux.

En fait, l'ensemble des barrages touchés par ce phénomène ont été recensés, a indiqué l'invité du forum, avant d'ajouter : « Nous avons arrêté les priorités. Et parmi les priorités figurent le barrage de Ksob ». Poursuivant ses propos, le ministre notera : « Je me suis fixé personnellement un double défi. Le premier concerne la première drague qui a été acquise par le secteur que j'ai décidé de mettre au niveau du barrage de Ksob. En visite dans la wilaya de M'sila, j'ai donné instruction que cette machine ne puisse sortir du barrage de Ksob, qu'après avoir gagné jusqu'à 10 millions de mètres cubes. L'autre défi au niveau de ce barrage concerne la revitalisation du grand périmètre de Ksob ». Le ministre

qui insiste sur le fait que le barrage de Ksob fait partie des axes prioritaires, mettra également en relief, que d'autres barrages vont subir le même traitement.

En Algérie, une quinzaine de barrages connaissent un sérieux problème d'envasement. En plus de la machine qui est en marche en niveau du barrage de Ksob, à M'sila, un avis d'appel d'offres a été lancé pour l'achat de 3 autres machines, plus petites. Ceci dit, une réflexion est en cours, pour l'achat d'une autre grande machine, au cours de cette année.

Des instruments d'alerte pour prévenir les risques d'inondations

Interrogé sur les risques d'inondations dans notre pays, le ministre concèdera que beaucoup de régions, sont sujettes aux inondations. Mettant ensuite en relief les voies et moyens à même de prévenir et de lutter contre l'impact de ce phénomène naturel, le ministre a relevé que deux actions d'envergure viennent d'être lancées, dans ce cadre.

La première, une opération en partenariat avec l'Union européenne, consiste à disposer, à terme, d'une cartographie des inondations aux fins de savoir quelles sont, et avec précision, les régions sujettes à ce phénomène. Il est également question de savoir, note le ministre, quels sont les périmètres inondables, par commune, que ce soit à l'intérieur du tissu urbain ou bien à l'extérieur. Une étude est en cours

pour développer cette cartographie, indiquera, à ce propos, l'invité du forum d'*El Moudjahid*.

En parallèle, une autre opération a été lancée de telle sorte à équiper plusieurs wilayas, notamment les plus menacées par ce phénomène, d'instruments de prévision et d'alerte. « Une fois ces instruments mis en place, nous allons pouvoir disposer de cet avantage de pouvoir suivre le phénomène et avoir des informations en temps réel. Aussi, nous serons en mesure de déclencher l'alerte, 3 à 4 heures avant la survenue des inondations. Je tenais personnellement à mettre en place ce dispositif. Nous avons dérogé les financements. Le contrat a été signé et l'opération se déroule dans de bonnes conditions », souligne le ministre. Faut-il le rappeler, grand nombre de projets sont en cours pour protéger les villes et les agglomérations de ces risques d'inondations. Un programme de 30 milliards de dinars pour les inondations a été engagé dans le cadre du quinquennat 2010-2014. Mais « pour venir à terme de ce phénomène et assurer une protection optimale, les besoins sont encore plus importants. On a fait une évaluation au niveau national, dans le cadre d'une commission interministérielle, sous l'égide du ministère de l'intérieur et des collectivités locales. Le programme évalué dans le secteur coûte 300 milliards de dinars pour pouvoir protéger l'ensemble des villes. Cependant, compte tenu de la lourdeur de cette enve-

loppe, les réalisations se font par tranche annuelle, jusqu'à l'achèvement de ce programme ».

Stations d'épuration : bond qualitatif

Par ailleurs, et pour ce qui est des stations d'épuration, communément appelées STEP, le ministre qualifiera de bond qualitatif ce qui a été réalisé dans ce domaine d'« extraordinaire ». Donnant de plus amples informations à ce sujet, il notera que « jusqu'au début des années 2000, nous avions une trentaine de STEP. Et celles-ci étaient toutes à l'arrêt. En d'autres termes, toutes les eaux usées jusqu'à l'an 2000 étaient rejetées dans la nature, avec ce qui en découle comme menace sur l'environnement, mais également sur la ressource hydrique avec l'impact négatif sur la santé publique (maladies à transmission hydrique MTH). Les décisions qui ont été prises dans ce cadre au début des années 2000 sont salutaires pour le pays. Aujourd'hui, nous avons pas moins de 151 stations d'épuration en exploitation. De plus, ces stations sont exploitées par des cadres algériens. C'est l'Office national de l'assainissement qui exploite ces stations d'épurations dont la plupart sont certifiées ISO.

Les STEP, au-delà de cette préoccupation liée à l'environnement et à la santé publique, constituent d'autre part un dispositif pour l'économie de l'eau. Et dans notre pays, on est résolument engagé dans la réutilisation des eaux épurées. « Au-

jourd'hui, nous sommes entraîné d'encourager les agriculteurs. On est entraîné de développer des périmètres en aval de ces stations d'épuration pour l'irrigation, pour les besoins de l'arboriculture et de la céréaliculture. Mieux encore, deux opérations pilotes viennent d'être initiées. Nous sommes entraîné de lancer des opérations à Alger et Oran pour le traitement tertiaire. Il s'agit d'un traitement avec des ultra-violet permettant d'épurer davantage cette eau, ce qui la rend plus propre. Ce qui permettra, dans le domaine de l'irrigation, de ne pas se limiter uniquement à l'arboriculture et la céréaliculture mais également de passer à l'irrigation des cultures maraichères avec cette eau épurée. Une avancée pour le pays. L'on apprendra également que Oued El Harrach, une fois aménagé, bénéficiera à coup sûr de cette eau épurée et propre. « Pour qu'il (Oued El Harrach) reste navigable et propre, on fera du tertiaire au niveau de la STEP de Baraki où nous allons déverser quotidiennement 90.000 mètres cubes d'eau propre. Ainsi, nous allons assurer le débit sanitaire », met en avant le ministre. A retenir, pas moins de 30 stations d'épuration sont en travaux, actuellement, et seront prochainement prêtes pour le lancement. Au terme de ce programme, l'Algérie aura plus de 180 STEP, ce qui nous permettra de produire 1,2 milliard de mètres cubes d'eau épurée par an. Un acquis extraordinaire.

Soraya Guemmouri

Thank you for...

Projet de captage des eaux usées du centre-ville Le bout du tunnel

Sofiane M.

Le projet de captage des eaux usées du centre-ville, qui se déversent dans la mer via les deux collecteurs de «Fort Lamoune» et «Cueva d'El Agua», voit, enfin, le bout du tunnel.

L'ouverture des plis des offres techniques et financières qui s'est déroulée le 8 avril en cours, a autorisé la sélection de 3 soumissionnaires pour la réalisation de 2 systèmes de refoulement pour les eaux usées de la partie basse de la ville d'Oran (partie ouest et partie est). «Nous avons sélectionné trois soumissionnaires, à l'issue de l'ouverture des plis. La validation définitive des offres techniques et financières sera effectuée par la Commission sectorielle du ministère des Ressources en eau. Une enveloppe de 3 milliards de DA est consacrée à ce projet qui est divisé en 2 lots. Une fois concrétisé ce projet devra permettre de dépolluer le littoral oranais. Il faut avouer que 50% des eaux usées de la ville se déversent, aujourd'hui, dans la mer», confie une source bien informée. Pour aller dans le détail, le projet concerne la réalisation de 5 stations de relevage (centre-ville, Gambetta, Les Planteurs, Ras El Aïn et la Pêcheurie) et de 7 km linéaires de canalisations pour pomper les eaux usées vers la station de refoulement de Haï Dhaya (ex Petit Lac) puis vers la station de traitement

et d'épuration des eaux usées (STEP) d'El Kerma. Pour la réalisation de ce projet, un délai contractuel de 30 mois sera accordé à l'entreprise ou les entreprises sélectionnée (s). Les 5 stations de relevage, qui vont capter les eaux usées qui se déversent, actuellement dans la mer, seront raccordées avec des canalisations d'une longueur de 7 km linéaires.

Le collecteur de «Fort Lamoune» situé près du port d'Oran déverse, quotidiennement, 50.000 m³ d'eaux usées du centre-ville. La direction de l'Hydraulique avait, initialement, prévu la réalisation d'une STEP à «Cueva del Agua» pour prendre en charge le traitement des eaux usées des deux collecteurs. Cependant

ce projet a été, définitivement, abandonné par les autorités locales qui ont programmé, dans cette zone, la réalisation de la future route de la corniche-Est qui devra relier le port d'Oran, sur une distance de 26 km, à la bretelle de l'autoroute Est-Ouest, en passant par le rond-point de Canastel et la première rocade d'Oran ou 4^{ème} périphérique. Il importe de noter que plus de 90 millions de m³ d'eaux usées se déversent, annuellement, dans le littoral oranais avec des conséquences graves et irréversibles sur l'écosystème marin et les réserves halieutiques. Ainsi 70.000 m³ d'eaux usées domestiques et 68.000 m³ d'eaux industrielles sont déversés quotidiennement dans la mer.

Thank you

Hydraulique

AIN TËMOUCHENT

MISE À NIVEAU DES GRANDS AMÉNAGEMENTS HYDRAULIQUES D'ASSAINISSEMENT

À l'heure des grands défis

Parmi les grands chantiers de l'État, qui marqueront l'Algérie durant le troisième millénaire figure, entre autres, le dessalement de l'eau de mer, une eau non conventionnelle certes, mais devenue une nécessité cruciale et indispensable pour sécuriser l'alimentation en eau potable des populations des villes côtières eu égard à la demande en eau, sans cesse croissante, aussi bien pour les besoins domestiques que ceux relatifs à l'agriculture et l'industrie.



La wilaya d'Aïn Témouchent, qui subissait les affres de la sécheresse durant les trois dernières décennies et qui dépendait totalement des transferts d'eau potable de la wilaya de Tlemcen (Barrages de Béni Bahdel et Hammam Boughrara), devait impérativement bénéficier de la réalisation d'une station de dessalement d'eau de mer pour subvenir d'une manière définitive et jusqu'à l'horizon 2035. La décision politique a été prise sans tarder et la station de Chatt El Hilal, d'une capacité de 200 mille m³/j a vu le jour en 2009 et a été mise en service en 2010. Selon Mourad Hamel, le directeur des ressources en eau (DRE), de la wilaya d'Aïn Témouchent, a été menée, en parallèle, à la réalisation des grands aménagements d'adduction en eau potable qui totalise un linéaire de 300 km de conduites de gros diamètres en matériaux nobles. C'est au titre d'opérations planifiées, inscrites à l'indicatif du secteur des ressources en eau, durant le dernier plan quinquennal (2009-2014), que le maillage des grandes adductions en provenance des transferts régionaux (Barrages de Béni Bahdel et Hammam Boughrara) et celles destinées à desservir les couloirs Dzioua-Aïn El Kihel, Dzioua-Aïn Témouchent-Chaabet El Lehem, Dzioua-Benisaf-Oulhaça et Dzioua-Hassi El Ghella- Aïn El Arbaa, a été réalisé et a permis une meilleure exploitation des infrastructures hydrauliques et ouvrages tampons et de stockage ainsi qu'une utilisation rationnelle de la ressource hydrique. Ce système global de maillage de transfert d'eau superficielle et des eaux non conventionnelles (dessa- lées) a contribué à réguler la demande en eau et à permettre d'alimenter, par ce procédé innovateur les différentes régions de la wilaya d'Aïn Témouchent. La réalisation des grandes adductions d'eau potable et leur maillage avec les transferts régionaux ne constituaient pas

l'objectif essentiel, certes inéluctable et indispensable, car la DRE était contrainte, selon Mourad Hamel, de mener de grandes actions de rénovation de réseaux vétustes ou sous-dimensionnés avec des extensions pour alimenter les nouvelles villes et lotissements nouveaux ainsi que les zones industrielles et d'activités à l'échelle wilayale. Le linéaire posé, tous diamètres confondus, avoisinait les 250 km durant les deux derniers plans de planification. Ces travaux étaient indispensables pour réduire les taux de fuites qui étaient de 45% et qu'il fallait rabattre entre 15 et 20%, selon les normes usuelles. Les impacts socioéconomiques tels que mis en évidence par l'autorité du secteur sont multiples. Primo : la dotation est passée de 80 à 200 et 250 l/j/hab. Secundo : la plage horaire de distribution a atteint H24 en 2013 au niveau des grandes villes et chefs-lieux des communes, alors qu'elle était de 4 à 5 heures tous les 3 à 7 jours en moyenne avant 2009 avec des écarts de 3 à 4 heures tous les 7 à 10 jours au niveau des localités rurales. Tertio : diminution notable du débit de fuite, sur les adductions et les réseaux rénovés, qui s'est traduit par un gain appréciable d'eau potable et une diminution en matière de réparation des conduites, ainsi que dans le domaine des interventions assez coûteuses qui causent des perturbations dans la distribution de l'eau potable. Les efforts consentis dans le domaine de l'alimentation en eau potable étaient certes louables et ont apporté les améliorations attendues pour

les populations des villes et des centres secondaires ainsi que les établissements publics, mais cette amélioration devait être poursuivie par la mise à niveau des réseaux d'assainissement vétustes et sous-dimensionnés. L'aubaine est venue à pic quand Abdelmalek Sellal, le Premier ministre est venu en visite à Aïn Témouchent, le 10 janvier passé. Pratiquement, il a été très attentif aux propositions de la DRE dont la majorité a été retenue au titre du programme complémentaire qui s'élève à un montant de 4 800 000 000,00 da. En somme il s'agit de 09 opérations d'assainissement à lancer très prochainement au niveau des localités de Aïn Témouchent, Sidi Ben Adda, M'Said, Bouzedjar, Chaabet El Lehem, Aïn El Arbaa (Sidi Safi), Benisaf, Aïn Beida (Hammam Bou Hadjar) et El Amria. La consistance des travaux a trait à la réalisation de raccords aux stations d'épuration, à la résorption des points noirs, à la réalisation de stations de relevage, à la réalisation de rejets d'égouts et le prolongement de collecteurs d'assainissement. Au titre du Programme sectoriel de développement (PSD), la Direction des ressources en eau (DRE) a bénéficié de deux opérations de réhabilitation des réseaux publics d'assainissement des dairas d'Aïn Témouchent, Aïn El Arbaa, Hammam Bou Hadjar et Beni Saf pour une enveloppe de 500 millions de dinars. Le même montant a été consacré à la réhabilitation des réseaux publics d'assainissement des dairas d'El Malah, El Amria, Aïn El Kihel et Oul-

haça. Il s'agit d'une mise à niveau des réseaux notamment, les parties vétustes et celles dites sous-dimensionnées. Sur le plan d'impact, il y a lieu de citer les volets liés à la préservation de l'environnement et la lutte contre la pollution et les inondations. Actuellement les cahiers de charges sont en cours d'élaboration, selon Mourad Hamel qui a précisé que les travaux seront lancés avant la fin du mois de mai 2014. Par ailleurs, s'agissant des stations d'épuration à lancer en 2014, il existe deux unités, la première à Aïn El Kihel (confiée à l'entreprise Sogerwit) et la seconde à Beni Saf, une opération centralisée, inscrite à l'indicatif de l'ONA, Office national d'assainissement d'Alger. En matière d'AEP, les objectifs fixés ont été concrétisés et les populations boivent de l'eau potable en H24, excepté les zones rurales et éparées qui doivent bénéficier d'une mise à niveau des réseaux publics de l'AEP. Ainsi le taux de raccordement des ménages est passé de 85% en 2004 à 93% à fin 2013 avec une dotation journalière de 200 à 250 l/hab. Les débits de fuite étant réduits à 15 à 20% alors qu'ils étaient de 45% en 2004. En matière d'assainissement, il est noté une amélioration notable du taux de raccordement des ménages aux réseaux publics d'assainissement qui est passé de 63% en 2004 à 89% à fin 2013. Le gain en débit de fuite est notable et a contribué à améliorer les conditions de vie des cités et la préservation de l'environnement d'une manière générale.

Boualem Belhadri

Soda PDF

Batna

Des actions de développement pour Aïn Yagout

La commune d'Aïn Yagout a vu ses infrastructures de base se consolider grâce à la conduite de nombreuses actions de développement destinées à l'amélioration du cadre de vie de la population, a-t-on constaté.

Située sur la route nationale (RN) n° 3, à 35 km au nord de la wilaya de Batna, la commune d'Aïn yagout (près de 12 000 habitants) connaît une «*dynamique soutenue des actions de développement*» au regard de l'importance des opérations lancées ou devant l'être incessamment.

Selon le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Abdelmalek Chaâbane, le développement de la commune s'effectue «*en phase avec les attentes en matière d'habitat, d'alimentation en eau potable, de désenclavement et de structures de base*».

Une des actions de désencla-

vement les plus importantes en termes d'impact est celle qui porte sur l'ouverture de 12 km de pistes rurales, pour faciliter la mobilité des habitants de cette commune et leur permettre de rejoindre dans de bonnes conditions plusieurs mechtas et agglomérations alentours.

Entre autres actions, la réhabilitation «*dès les prochaines semaines*», d'un tronçon de trois kilomètres reliant la localité de Bir Ammar à la RN 3 et d'un autre segment de 2,5 km reliant Bir Aouedj à Draâ Boulouf.

Outre la réhabilitation et l'entretien des conduites d'eau potable, la création de 45 hectares de vergers oléicoles et le reboisement de 150 hectares en essences forestières, la réhabilitation et l'extension du réseau d'assainissement à travers la pose de 4,8 km de conduites et d'un réservoir d'une capacité de 500 m³ seront réalisées pour ren-

forcer l'alimentation en eau potable de cette ville, selon M. Chaâbane.

En matière d'habitat, 120 aides au logement rural seront prochainement distribuées dans cette commune, dans le cadre du programme complémentaire de 2014, en plus d'un quota de logements publics locatifs devant être prochainement distribués, parallèlement à la poursuite des travaux de réalisation de 130 autres logements relevant des différentes formules, ce qui assurera une promotion du cadre bâti et une urbanisation équilibrée en mesure de mettre un terme à l'habitat insalubre.

Une autre action s'inscrivant dans le cadre d'un programme de mise à niveau urbaine, dont la première tranche, déjà achevée, a consisté en la réalisation d'une voie de contournement de 1,2 km pour décongestionner la circulation en ville, et en l'élargisse-

ment de la route de 2,4 km reliant le centre d'Aïn Yagout à la maison de jeunes et au parc communal.

Ces actions intègrent également une dimension environnementale dans la mesure où il est prévu l'aménagement de deux places publiques et la réhabilitation de la fontaine dite «*Vinia*», au centre-ville qui offrira un lieu privilégié pour la détente, en plus du prochain «*relooking*» des cités Zalani-Larbi et Abdelhamid-Benbadis. S'agissant des infrastructures sportives, le revêtement en gazon synthétique du terrain du stade communal et la construction d'une salle omnisports, de deux terrains de sport (mini-foot et basket-ball), d'une piste de jogging et d'une aire de jeux pour enfants sont également en cours de réalisation à Aïn Yagout, à la grande satisfaction de ses habitants.

Nouri T.

Thank you for

Hydraulique

DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT LANCÉS DANS 17 VILLES **Une bataille contre les fuites d'eau**

Des contrats de performance seront signés prochainement avec les directeurs des ressources en eau des wilayas pour disposer d'outils de mesure de la qualité de gestion, a déclaré hier, le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib. « Cette année, on va signer avec les directeurs des ressources en eau des wilayas des contrats de performance et on effectuera une évaluation par wilaya et non seulement au niveau national », a indiqué M. Necib qui s'exprimait lors du forum du quotidien *El Moudjahid*. « On a investi 600 milliards de centimes pour des équipements dans les wilayas gérées par l'Algérienne des eaux (ADE) pour une meilleure intervention sur le réseau » a-t-il ajouté.

Le ministre a aussi annoncé que son département allait mettre en oeuvre des contrats de performance pour suivre le dossier de la lutte contre les fuites et les déperditions sur le réseau d'alimentation en eau potable. En matière de fuite, le niveau toléré à l'échelle mondiale est 30 mètres cubes (m³) par kilomètre linéaire par mois, alors que ce niveau est à 45 m³ en Algérie.

Selon le ministre, la priorité de son secteur pour les années à venir sera la lutte contre les fuites d'eau. « C'est notre cheval de bataille. En considérant que la bataille de la mobilisation des ressources est gagnée, l'autre véritable bataille est celle de la gestion de la ressource, ce qui sous-entend une modernisation du service public.

Les fuites physiques se situent autour de 20% et c'est beaucoup car c'est lié à la vétusté du réseau de l'ADE », a expliqué le ministre. Il a relevé que les communes n'ont pas assez de moyens pour l'entretien des réseaux d'AEP affirmant que 40 villes à travers le pays sont identifiées pour subir une réhabilitation, alors que les travaux d'aménagement sont lancés dans 17 villes. En tout, le secteur réalise des projets de réhabilitation du réseau à raison de 3 000 km par an.

Le ministre a souligné aussi que 30 000 km de réseau d'AEP ont besoin d'être réhabilités, soit 6 000 km par an avec plus de moyens financiers. « C'est notre priorité jusqu'à 2019. »

Abordant la tarification de l'eau potable, le ministre a estimé que le tarif actuel est symbolique au vu du coût réel, car les frais de gestion du mètre cube d'eau potable est de 6,5 DA alors que son prix actuel traduit la volonté de l'Etat de faire en sorte que cette denrée soit accessible à tous les citoyens. « En termes de révision des tarifs, cette question n'est pas à l'ordre du jour du gouvernement », souligne-t-il. A propos de la saison estivale et du Ramadhan, le ministre a indiqué qu'une réunion est prévue prochainement pour examiner l'approvisionnement des citoyens en eau potable durant cette période. Cette rencontre regroupera toutes les parties concernées dont les directeurs de l'ADE, les responsables des sociétés relevant du secteur et les représentants des APC.

عين فكرون / في انتظار التموين من سد بني هارون سكان عين فكرون يستفيدون من أربعة أنقاب للقضاء على أزمة الماء

■ أحمد. زهار

من المقرر أن يستفيد سكان عين فكرون بولاية أم البواقي من نقبين جديدين سيوفران نسبة كبيرة من مياه الشروب، وبالتالي القضاء على الازمة التي تتخبط فيها أزيد من 60 ألف نسمة وبحسب مصدر مسؤول بمديرية الري فان طاقة ضخ النقبين الجديدين ستصل إلى 33 لترافي الثانية في انتظار نقبين آخرين من ضمن الأربعة التي استفادت منها البلدية في إطار عملية استعجالية بتكلفة مالية قدرت بـ40 مليون دج. فإن عملية تموين سكان المدينة بالماء الصالح للشرب ستكون منتظمة عبر شبكة التوزيع ومن ثم التخفيف من الاضطرابات المسجلة في التوزيع بهذه المادة الحيوية ويضيف ذات المصدر أن القضاء النهائي لمشكل الإضطراب في التموين بالماء الشروب يبقى مرهونا بالوصول المرتقب للتحويلات المائية انطلاقا من سد بني هارون (ميلة) باتجاه سد وركيس المنجز بنسبة 100 بالمائة ومنه ستضخ مياهه نحو خمس مدن كبرى على غرار عين فكرون، عين كرشة، عين البيضاء، أم البواقي وعين مليلة ومن ثم نستطيع الجزم بأن القضاء على أزمة المياه ستتحقق ميدانيا عبر هذه المدن .

من المقرر أن يستفيد سكان عين فكرون بولاية أم البواقي من نقبين جديدين سيوفران نسبة كبيرة من مياه الشروب، وبالتالي القضاء على الازمة التي تتخبط فيها أزيد من 60 ألف نسمة وبحسب مصدر مسؤول بمديرية الري فان

Thank you for trying

Des contrats de performance pour la gestion de l'eau

S'exprimant hier au Forum du quotidien El Moudjahid, le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, déclare : « Cette année, on va signer avec les directeurs des ressources en eau des wilayas des contrats de performance et on effectuera une évaluation par wilaya et non seulement au niveau national ». Et d'ajouter : « On a investi 600 milliards de centimes pour des équipements dans les wilayas gérées par l'Algérienne des eaux (ADE) pour une meilleure intervention sur le réseau ». Le ministre a aussi annoncé que son département allait mettre en œuvre des contrats de performance pour suivre le dossier de la lutte contre les fuites et les déperditions sur le réseau d'alimentation en eau potable. En matière de fuite, le niveau toléré à l'échelle mondiale est 30 mètres cubes (m3) par kilomètre linéaire par mois, alors

Des contrats de performance seront signés prochainement avec les directeurs des ressources en eau des wilayas pour disposer d'outils de mesure de la qualité de gestion.

que ce niveau est à 45 m3 en Algérie. Selon le ministre, la priorité de son secteur pour les années à venir sera la lutte contre les fuites d'eau. « C'est notre cheval de bataille. En considérant que la bataille de la mobilisation des ressources est gagnée, l'autre véritable bataille est celle de la gestion de la ressource, ce qui sous entend une modernisation du service public. Les fuites physiques se situent autour de 20% et c'est beaucoup car c'est lié à la vétusté du réseau de l'ADE », a expliqué le ministre. Il a relevé que les communes n'ont pas assez de moyens pour l'entretien des réseaux d'AEP affirmant que 40 villes à travers le pays sont identifiées pour subir une réhabilitation, alors que les

travaux d'aménagement sont lancés dans 17 villes. En tout, le secteur réalise des projets de réhabilitation du réseau à raison de 3.000 km par an. Le ministre a souligné aussi que 30.000 km de réseau d'AEP ont besoin d'être réhabilités, soit 6.000 km par an avec plus de moyens financiers. « C'est notre priorité jusqu'à 2019. On travaillera pour mobiliser les ressources nécessaires », a-t-il confié car « on veut mettre à niveau le réseau de distribution à travers le territoire national ».

LA RÉVISION DES TARIFS N'EST PAS À L'ORDRE DU JOUR

Abordant la tarification de l'eau potable, le ministre a

estimé que le tarif actuel est symbolique au vu du coût réel, car les frais de gestion du mètre cube d'eau potable est 6,5 DA alors que son prix actuel traduit la volonté de l'Etat de faire en sorte que cette denrée soit accessible à tous les citoyens. « En termes de révision des tarifs, cette question n'est pas à l'ordre du jour du gouvernement », souligne-t-il. A propos de la saison estivale et du ramadhan, le ministre a indiqué qu'une réunion est prévue prochainement pour examiner l'approvisionnement des citoyens en eau potable durant cette période. Cette rencontre regroupera toutes les parties concernées dont les directeurs de l'ADE, les responsables des sociétés relevant du

secteur et les représentants des APC. Par ailleurs, 15 projets de barrages sont déjà au stade d'étude et « on a identifié 28 sites susceptibles d'abriter d'autres barrages », ajoute-t-il. A cela, s'ajoute le fait que 1,2 milliard de mètres cubes d'eau sera produit par année à partir des eaux épurées grâce à 150 stations d'épuration et elles seront dirigées vers d'autres usages. A propos du transfert In Salah-Tamanrasset, le ministre a indiqué qu'il n'y a pas de problème d'oxydation qui soit porté à sa connaissance ajoutant qu'une station de déminéralisation sera réalisée pour empêcher l'eau de contenir du sel. Revenant sur l'évolution des investissements dont a bénéficié le secteur, M. Necib a indiqué que lors du programme 2000/2004 quelque 652 milliards DA avaient été injectés puis 1.400 milliards DA entre 2004 et 2009 alors qu'au ti-

tre du plan 2010/2015 une enveloppe de 1.200 milliards DA avait été consacrée à la réalisation d'infrastructures hydrauliques, notamment les barrages et les transferts d'eau. Depuis 2000, a-t-il poursuivi, 3.252 milliards DA ont été consacrés par l'Etat au secteur des ressources en eau. Interrogé au sujet du gaz de schiste, le ministre a rappelé que dans le cadre de la stratégie énergétique du pays, il y a un débat sur la question avec la participation d'experts en la matière. « Le gaz de schiste ce n'est pas pour demain », a encore dit M. Necib selon qui les technologies actuelles ont permis « de réduire un peu » la consommation d'eau grâce au recyclage. « Nous allons vers un compromis pour allier la stratégie énergétique et la protection de la ressource hydrique », ajoute-t-il.

Souhila H.

Thank you for